



# Brèves de l'OMC

Une publication de la Délégation permanente de la France auprès de l'OMC

Septembre  
2023  
N° 06

## Editorial : « Grandes idées et changements à long terme ».

« Ce prix récompense les grandes idées et les changements à long terme » a réagi à chaud [Claudia GOLDIN](#), toute nouvelle lauréate 2023 du prix Nobel d'économie pour ses travaux sur la participation des femmes au marché du travail.

Cette récompense nous rappelle que l'intensification des discussions à l'OMC sur les femmes et le commerce n'est pas un effet de mode. Elle est le fruit d'une double évidence, rappelée dans l'objectif de développement durable n°5 des Nations Unies : l'égalité professionnelle et l'autonomie économique des femmes sont les conditions premières de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ; une plus grande participation des femmes au commerce a un effet positif sur le développement et la croissance.

L'autonomisation économique des femmes repose sur un ensemble de politiques complémentaires : lutter contre les inégalités salariales, faciliter l'articulation entre vie professionnelle et vie privée, renforcer la formation, encourager la féminisation des instances dirigeantes tant dans les administrations que les entreprises, faciliter l'accès à l'entrepreneuriat et au crédit, encourager la mixité des métiers, etc.

Mais quel rôle peut jouer le commerce ? Quelles mesures concrètes pouvons-nous encourager dans les négociations commerciales ? Dans cette édition des Brèves de l'OMC, nous avons l'honneur et le plaisir d'accueillir les contributions de Mme Ngozi OKONJO-IWEALA, directrice générale de l'OMC, Mme Pamela COKE-HAMILTON, directrice exécutive du Centre du Commerce International (CCI), et Mme Ana Patricia BENEDETTI, ambassadrice du Salvador et coprésidente du groupe de travail informel de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres.

Elles y insistent notamment sur l'importance du partage et retour d'expérience, alors que plus de 80 accords commerciaux bilatéraux et régionaux comprennent aujourd'hui des éléments sur le commerce et le genre. Sur des actions concrètes pour lever les obstacles au commerce, comme l'initiative SheTrades du CCI qui met en réseau autorités locales, femmes entrepreneures et acheteurs potentiels. Ou encore sur l'enjeu d'appliquer le prisme du genre aux politiques commerciale, y compris dans les accords existants, pour mieux soutenir les femmes.

Plus qu'un enjeu économique, un enjeu de société !

Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Editorial	p. 1
Dossier spécial	p.2
Négociations multilatérales	p.6
Négociations plurilatérales	p. 6
Zoom	p. 7
Activités régulières de l'Organisation	p.7
Activités de la France à l'OMC	p. 12
Vie de la Délégation	p. 12
Calendrier de l'OMC	p. 12



Trois questions à

**Ngozi OKONJO-IWEALA**

**Directrice générale de l'Organisation mondiale du Commerce**

### 1. Gender and women's economic empowerment are increasingly important issues in the WTO. Could you remind us of the key bodies, groups and events at the WTO that deal with these issues ?

Trade isn't only a mechanism for economic growth; it's a tool to shape societies, uplift communities, and level the playing field. Here at the WTO, we recognize the role that trade can play in proactively fostering women's economic empowerment, and we are committed to contributing to this empowerment. The Informal Working Group on Trade and Gender (IWG), established in September 2020, gathers 137 WTO Members and Observers unified by a common vision: to amplify women's voices and roles in the global trade arena. The group is working towards mainstreaming gender in trade negotiations and working with the Secretariats Trade and Gender Unit to achieve this. In 2021, the WTO Gender Research Hub was founded with a

network of over 40 researchers spearheading research, data collection, and comprehensive understanding on the nexus of trade and gender. The Hub serves as a global information-sharing and knowledge-gathering platform to inform policymaking, bring visibility to work on trade and gender and promote the topic as a recognised field of research and expertise. In this context, the WTO and the Hub organised the World Trade Congress on Gender in December 2022, the first research conference on trade and gender held internationally to highlight the current data and research on trade and its true impact on women, and the gaps that need to be filled.

### 2. Concretely, what do you think WTO and its Members can do to make sure that WTO contribute's to women's economic empowerment and access to trade ?

The WTO's agreements are more than just trade regulations; they're potential instruments of change when viewed through the lens of gender. Currently, we are working with the ITC to create a Women Exporters Accelerator Fund worth 50 million dollars to empower women exporters who are trading digitally to access global value chains. This is a practical way of ensuring the WTO contributes to women owned business and their ability to enter global markets. In addition, the Informal Working Group on gender is constantly working to ensure that trade negotiations and agreements take into account women and how they can benefit from said agreements. This has already begun – in 2021 70 WTO members concluded

negotiations on the Services Domestic Regulation. This was the first WTO negotiated texts to contain a clause on gender and against gender discrimination. When we look at Free Trade Agreements, about one third of those notified to the WTO contain gender provisions. We see this was started by many African countries in the 80's and since 2016 we are seeing more Latin American countries include gender provisions in their FTAs. These agreements can be powerful policy instruments to support gender equality in trade. So the work has begun but there is more that can be done, and we are working to have it done at a faster pace.

### 3. How can the WTO's internal organization set an example ?

True change begins at home, and at the WTO we believe in gender equality not just within global trade, but also within the secretariat. Currently, 50% of our Senior Management are women, and with Directors; women now make up 43% of Directors compared to 27% in 2021. In December 2022, we adopted the first-ever gender equality policy titled 'The WTO Framework for Gender Equality', a roadmap for the future that highlights issues related to gender parity and

representation, the gender pay gap, rules on speaking panels, hiring practices and a balanced future. To implement this Framework and champion broader issues of diversity, the WTO is currently in the process of hiring a diversity, equity and inclusion officer to operate from the Human Resources Division. We are committed to creating a harmonious, inclusive, and empowering workspace.



## Trois questions à

**Ana Patricia BENEDETTI**  
**Ambassadrice d'El Salvador auprès de l'OMC,**  
**Coprésidente du Groupe de travail informel sur le commerce**  
**et l'égalité des sexes**

### 1. Quels ont été les motifs liés à la création du Groupe de travail informel (IWG) de l'OMC sur le commerce et le genre ?

En 2017, dans le contexte de la Conférence ministérielle de Buenos Aires, un groupe de membres a estimé qu'il était nécessaire d'intensifier leurs efforts dans le cadre des travaux de l'Organisation mondiale du commerce afin d'accroître la participation des femmes au commerce mondial. À l'époque, 118 membres et observateurs ont convenu d'appuyer la Déclaration de Buenos Aires sur les femmes et le commerce, qui vise à réduire les obstacles au commerce et à favoriser l'autonomisation économique des femmes.

Il ressort clairement des débats qui ont eu lieu dans le contexte de la Déclaration de Buenos Aires que la question de l'autonomisation économique des femmes avait non seulement attiré l'attention de nombreux membres de l'Organisation, mais avait également fait prendre

conscience des avantages socioéconomiques découlant de la contribution des femmes dans le contexte commercial. De nombreux éléments donnent à penser qu'une plus grande participation des femmes au commerce international se traduirait par une croissance économique supplémentaire dans le monde entier, et il était certain à ce stade que l'OMC devait jouer un rôle de chef de file sur la question du commerce et de l'égalité des sexes.

Sur cette base, le Groupe de travail informel sur le commerce et le genre a été créé à l'OMC le 23 septembre 2020 dans le but de contribuer à un environnement commercial plus inclusif, en abordant cette question de façon horizontale, au travers des travaux de l'Organisation et en mettant en lumière les solutions possibles aux défis identifiés.

### 2. Quelles sont, selon vous, les principales contributions du Groupe sur le commerce et le genre de l'OMC et voyez-vous des résultats concrets en ce qui concerne les travaux du Groupe ?

En tant que coprésidente de l'IWG, je crois que le travail qui en résulte est très important, non seulement pour l'Organisation, mais pour tous les membres. L'une des principales contributions est qu'il rassemble les membres, les organisations internationales, la société civile et les universités pour travailler ensemble afin d'accroître la participation des femmes au commerce mondial.

La sensibilisation aux avantages découlant d'une intégration plus complète des femmes dans le commerce, le partage d'expériences et les enseignements tirés des politiques inclusives des membres, la mise en évidence des réussites des femmes entrepreneurs qui servent d'inspiration à d'autres et l'identification des défis et des opportunités des femmes dans le commerce, ne sont que

quelques-unes des contributions importantes du Groupe. Espérons que cela fournira une base pour donner une perspective de genre au travail que nous faisons au sein de l'Organisation, afin de continuer à relever les défis liés au commerce auxquels sont confrontées les femmes.

Il est également important de souligner le travail conjoint que nous avons entrepris au sein de l'IWG avec le Groupe des MPME et le CCI, pour élaborer un Compendium sur les MPME appartenant à des femmes et l'accès au financement, qui sert d'outil aux femmes entrepreneurs, afin de faciliter la connaissance des opportunités offertes par les membres et les organisations internationales, sur l'inclusion commerciale.

### 3. Quels sont les principaux points saillants des politiques de votre pays dans ce domaine dont nous pourrions tirer des leçons ?

Dans le cas d'El Salvador, diverses politiques et programmes en faveur de l'égalité des sexes sont en cours d'élaboration. L'un des principaux domaines de travail est l'inclusion financière des femmes. Le pays concentre ses efforts sur la fourniture d'outils adéquats pour accroître la participation des femmes au commerce, grâce à l'inclusion financière. Il existe plusieurs institutions financières offrant des lignes de crédit destinées principalement aux MPME, y compris des entreprises dirigées par des femmes. Ces lignes de crédit comprennent des prêts pour investir dans

des plantations de café, des programmes d'efficacité énergétique et des programmes de relance économique.

En outre, depuis octobre 2020, des travaux ont été entrepris, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des représentants du secteur privé et du monde universitaire, sur une norme technique salvadorienne connue sous le nom de « Système de gestion de l'égalité des sexes dans le domaine de l'emploi ». Grâce à sa mise en œuvre, nous espérons

résoudre des problèmes tels que l'écart salarial, les exigences d'emploi asymétriques, les horaires de travail flexibles, les charges de travail inégales, la faible promotion des femmes à des postes de direction, entre autres.

Comme il en est question au sein de l'IWG, la collecte de données est l'un des éléments clés qui doit être amélioré pour comprendre l'impact des femmes dans l'économie. À

cet égard, avec l'appui du Centre du commerce international (CCI), El Salvador est l'un des pays qui met en œuvre le projet *She Trades Outlook*, qui recueille des données pour évaluer le niveau d'autonomisation des femmes dans six domaines : politique commerciale, cadre juridique et réglementaire, environnement des affaires, accès aux compétences, accès au financement, travail et société.

*Photo source Mission OMC - El Salvador*



### Trois questions à

**Pamela COKE-HAMILTON**

**Directrice exécutive du Centre du Commerce international**

## À votre avis, quel est le plus grand défi auquel sont confrontées les entreprises dirigées ou appartenant à des femmes lorsqu'elles s'engagent dans le commerce international ?

L'accès au financement reste l'un des problèmes les plus insolubles pour les femmes entrepreneurs. La Société financière internationale estime l'écart de financement entre les sexes à 300 milliards de dollars.

Mais ne relever qu'un seul défi nous ferait passer à côté d'autres points clés. Dans les différents pays, les femmes

sont confrontées à des défis variés, tels que des possibilités limitées de développement des compétences, peu ou pas d'informations sur les marchés, des réseaux insuffisants et un accès limité aux services de soutien aux entreprises. Nous devons approfondir tous ces sujets et devons cesser d'en parler de façon abstraite ou théorique.

## Comment avez-vous vu le sujet du commerce et du genre évoluer au cours de votre carrière et vers où doit-il nous emmener ?

Je suis avocate spécialisée en droit commercial de formation et j'ai porté plusieurs casquettes, notamment celles de négociateur commercial pour la Jamaïque et de responsable de Caribbean Export. Quand je repense à mes expériences de début de carrière, je me souviens à quel point les gens hésitaient à parler des impacts sexospécifiques du commerce.

Je suis fière de dire que le *Centre du Commerce international* (CCI) a joué un rôle moteur dans l'évolution

du sujet et des discussions : nous avons contribué à l'élaboration de la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes de 2017, qui a maintenant reçu l'approbation de plus de 120 Membres et observateurs de l'OMC. Grâce à notre initiative *SheTrades*, le CCI a également mis les femmes en contact avec des opportunités commerciales dans près de 40 pays au cours des huit dernières années.

## Quelle est la prochaine étape ?

Premièrement, nous avons besoin de données de meilleure qualité sur les femmes dans le commerce, et le CCI fait sa part à travers *SheTrades Outlook*.

Deuxièmement, nous pouvons et devons faire davantage pour accroître la participation des femmes aux marchés publics, qui ne représente aujourd'hui qu'à peine 1 %. Troisièmement, nous ne pouvons qu'accélérer les progrès en impliquant davantage de femmes et de partenaires dans notre mission. Les discussions d'aujourd'hui sur le commerce et le genre doivent s'accompagner d'actions, et les donateurs et les partenaires peuvent travailler avec nous pour un véritable changement systémique.

## Quelles sont les interventions les plus efficaces pour accélérer les progrès en matière de genre sur le terrain ?

Tout d'abord, j'aimerais souligner nos *SheTrades Hubs*. Nous avons 16 centres à travers le monde, où nous travaillons en partenariat avec des institutions locales pour offrir aux femmes entrepreneures des opportunités de réseautage, de formation, des connexions avec des acheteurs internationaux, et plus encore. Nous travaillons dans l'agro-industrie, le tourisme, l'habillement et l'informatique, entre autres secteurs. Ces *Hubs* se sont avérés être l'une des grandes réussites de notre Initiative et nous ont beaucoup appris.

Deuxièmement, nous devons veiller à ce que les entreprises dirigées par des femmes jouent un rôle actif dans l'élaboration de nouveaux accords commerciaux et aient la possibilité de travailler ensemble au-delà des frontières. C'est pourquoi notre programme *One Trade Africa* veille à ce que les besoins des femmes entrepreneurs soient pris en compte dans l'évolution de la Zone de libre-échange

continentale africaine (ZLECAf), et pourquoi notre équipe *SheTrades* est enthousiasmée par le nouveau réseau de plus de 100 associations de femmes d'affaires africaines.

Enfin, j'aimerais parler des chaînes de valeur agricoles. À une époque d'insécurité alimentaire aiguë dans de nombreux pays où travaille le CCI, et où la durabilité et la numérisation caractérisent de plus en plus les chaînes d'approvisionnement mondiales, il est essentiel d'aider les productrices à tirer le meilleur parti des nouvelles technologies et à se connecter aux marchés. C'est pourquoi nous travaillons en Afrique de l'Ouest, entre autres régions, avec des prestataires de services de vulgarisation agricole et des acheteurs privés pour mieux servir et acheter auprès de milliers d'agricultrices. Ce faisant, nous créons des chaînes d'approvisionnement plus efficaces et équitables à tous les niveaux.

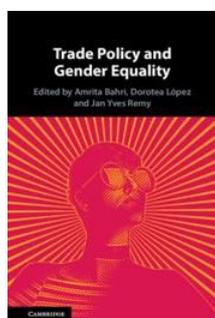
*Photo source CCI*

<https://intracen.org/fr / SheTrades Outlook>

## Une session sur le genre lors du Forum public du 12 au 15 septembre 2023

Le Représentant permanent de la France auprès de l'OMC a modéré un panel organisé par le programme des chaires de l'OMC lors du Forum public, portant sur les politiques

inclusives commerciales améliorant l'accès des femmes aux marchés



Le panel a été également l'occasion de présenter l'ouvrage intitulé "[Trade Policy and Gender Equality](#)", écrit par Amrita Bahri, Dorotea López et Jan Yves Remy à paraître en octobre.

Edité par *Cambridge University Press* (traduction de courtoisie), cet ouvrage nous indique que les politiques commerciales créent à la fois des "gagnants" et des "perdants", car

certaines acteurs en profitent et d'autres sont laissés pour compte. Le plus souvent, ce sont les femmes qui subissent des effets négatifs de la politique commerciale

internationale. Il est donc impératif que la politique commerciale en construction soit négociée et mise en œuvre en tenant compte des intérêts des femmes. L'ouvrage analyse le rôle de l'OMC en tant qu'organe de définition de la politique commerciale, et reprend les débats actuels et les possibilités d'accords commerciaux intégrant la dimension de genre, ainsi que des sujets émergents tels que le commerce électronique et les normes tenant compte de la dimension de genre. Avec un éventail de contributions interdisciplinaires et d'études de cas nationales et régionales, cette collection offre une analyse complète et actualisée des intersections entre le droit commercial et le genre, et est essentielle pour s'assurer que les hommes et les femmes "gagnent" de la politique commerciale à l'avenir.

## La base de données de l'OMC sur le commerce et le genre

La base de données du centre de recherche sur l'égalité des genres de l'OMC, recense tous les articles et ouvrages écrits sur le commerce et le genre depuis 2000, afin d'alimenter les gouvernements à concevoir des politiques intégrant la problématique hommes-femmes. La base de

données permet un accès facilité et public à tous les derniers ouvrages de la Banque mondiale, CNUCED, OMC, OCDE, universitaires, ONG et autres en lien avec le commerce et le genre.

Consultez la base de l'OMC [ici](#).



Dossier réalisé par [stephanie.bertrand.trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand.trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## NÉGOCIATIONS MULTILATÉRALES

### Cinquième « semaine pêche » du 18 au 22 septembre 2023

Les négociations pêche à l'OMC visent à compléter l'accord sur les subventions de juin 2022 avec des disciplines portant sur les subventions à la surcapacité et à la surpêche (SCSP), en application de l'ODD 14.6 qui vise l'élimination des subventions nuisibles à la pêche. L'objectif est d'aboutir pour la MC13 en février 2024.

L'ambassadeur islandais en charge de la présidence du groupe de négociations a mis sur la table un **projet de texte** qui cherche un point d'équilibre entre les positions exprimées par les membres depuis mars 2023. Sa proposition reste proche du document auquel les membres étaient parvenus en juin 2022 (document W20). **L'approche hybride**, c'est-à-dire une liste de catégories de subventions prohibées, combinées à la possibilité de les maintenir au moyen « d'une démonstration que des mesures de conservation sont en place » est confirmée. **Des exigences plus fortes sont proposées pour les [X] plus gros subventionneurs.**

Prochaine semaine de négociations : 9-13 octobre.

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

Tous les pays ont reconnu le texte du président comme une **base valable pour la suite des discussions.**

Les positions des membres reprennent les clivages déjà exprimés et il n'est pas possible de discerner si la proposition du président permettra de rapprocher les points de vue.

La Norvège propose que lors de la réunion des hauts fonctionnaires, programmée fin octobre, les membres s'accordent **pour demander une notification exceptionnelle des soutiens à la pêche pour décembre 2023.**

L'accord de juin 2022 est ratifié par 43 membres, dont l'UE. **La DG OMC a lancé un appel aux autres membres, afin qu'ils accélèrent la ratification.** La ratification par 109 membres permettra l'entrée en vigueur de l'accord « phase 1 ».

## NÉGOCIATIONS PLURILATÉRALES

### Initiative plurilatérale sur le commerce électronique - Cycle de négociation de septembre 2023

Le cycle de négociations de septembre sur l'initiative plurilatérale sur le commerce électronique a eu lieu du 26 au 29 septembre.

Ainsi, lors de la session plénière d'ouverture, les Membres ont réaffirmé l'ambition de **créer un accord inclusif et moderne** qui poserait des règles pour le commerce électronique. Il s'agit ainsi d'un projet d'importance pour l'économie numérique mondiale.

Certains Membres en voie de développement ont rappelé que, face à la croissance du commerce numérique, certains pays n'arrivent pas à bénéficier de ces avancées. L'objectif de réduction de la fracture numérique a été mis en avant. **Le Président des négociations a rappelé que la question du développement est au cœur de cette initiative plurilatérale.** De ce fait, les Membres ont accepté de créer un groupe restreint sur les enjeux de développement ; qui sera facilité par le Guatemala.

La session de septembre n'a pas permis de stabiliser de nouvelles rédactions techniques, **même si des progrès ont été enregistrés dans les groupes restreints**. Alors qu'il ne reste que deux sessions de négociation avant la fin de

l'année, l'ambassadeur du Japon a appelé au nom des trois pays coordinateurs (Japon, Australie, Singapour) à intensifier les débats et à prioriser les sujets, y compris en retirant les propositions qui n'ont pas reçu de soutien.

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## Zoom

### Lancement du Rapport sur le Commerce Mondial 2023

Ralph OSSA, économiste en chef de l'OMC, a rendu public le Rapport sur le Commerce mondial 2023 lors du Forum Public de l'OMC. A cette occasion, il rappelle l'importance des échanges face à une fragmentation progressive du Monde.

Le rapport confirme qu'il n'y a **pas de phénomène de « démondialisation »**; la croissance du volume du commerce mondial des marchandises est de **2.7% en 2022**. Cependant, l'OMC observe un début de fragmentation des flux commerciaux aujourd'hui entre deux blocs géopolitiques (définis par les économistes de l'OMC en fonction des tendances de vote à l'AGNU). Dans le scénario d'une dégradation et d'une réelle fragmentation du Monde, le flux des échanges pourrait **se réduire de 13%** selon l'OMC.

Dans un contexte de stagnation du PIB mondial, la croissance en volume du commerce mondial des marchandises devrait atteindre 1,7% en 2023, contre une prévision de 3,4% auparavant. Mr. OSSA fait cependant référence à un « commerce résilient » durant la pandémie de la Covid-19; mettant en lumière l'importance des chaînes d'approvisionnement internationales. Le rapport souligne également la forte croissance du commerce numérique (plus de 8% de croissance en 2022).

Enfin, l'économiste en chef a rappelé tout au long de son intervention la possibilité de **concilier décarbonation et commerce international**. Il insiste sur le **besoin d'une taxe carbone mondiale**. Selon lui, l'incitation au niveau du prix mènerait à une spécialisation des pays dans les « domaines verts ». Lors de ce panel, Mr. OSSA a appelé les pays développés à soutenir la « transition verte » des pays en développement grâce aux investissements et aux transferts de technologies.

Le rapport plaide enfin pour une **« remondialisation »**, soit l'extension de l'intégration commerciale à un plus grand nombre d'économies, de personnes et d'enjeux. En 2022, de nouvelles préoccupations liées à la sécurité nationale ou la durabilité ont été émises par les Membres. Le rapport examine ainsi la relation entre l'intégration économique et trois défis majeurs auxquels est confronté l'ordre économique mondial actuel : la sécurité, la pauvreté et l'inclusion, et la durabilité environnementale.

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## ACTIVITÉS RÉGULIÈRES DE L'ORGANISATION

### Forum Public de l'OMC « C'est le moment d'agir » du 12 au 15 septembre 2023

Le Forum Public de l'OMC « C'est le moment d'agir » s'est tenu du 12 au 15 septembre 2023. Les débats étaient centrés sur **les problématiques liées au développement durable, à l'accès aux biens, services et technologies environnementaux et à la numérisation du commerce**. L'OMC et ses membres ont également rappelé l'importance du système commercial multilatéral face à la progressive fragmentation du Monde.

Cette année, l'ensemble des discussions se concentraient sur le rôle du secteur des services et des politiques inclusives pour un commerce plus durable et sur les enjeux de la numérisation et des technologies vertes afin de rendre les chaînes d'approvisionnement mondiales plus

respectueuses de l'environnement. Ainsi, la forte participation au Forum Public confirme que l'OMC continue de susciter un intérêt (3400 participants sur 4 jours).

La Directrice générale, Mme Okonjo-Iweala, ainsi que l'économiste en chef, Mr. Ossa, étaient intervenants à de nombreux panels. L'ancien Premier Ministre britannique Gordon Brown a également délivré un discours dans une salle comble et a fait la promotion du multilatéralisme face à la fragmentation du monde. Il insiste sur le rôle de l'Union dans le cadre d'un **multilatéralisme revitalisé**.



S.E. M. Simon Manley, Royaume Uni OMC - Etienne Oudot de Dainville, France OMC - Dr. Jan Yves Remy, the Shridath Ramphal Centre for International Trade Law

Le Représentant permanent de la France auprès de l'OMC a été invité, aux côtés de l'ambassadeur de la Barbade et du Royaume-Uni, au panel dédié à **l'initiative de Bridgetown**. L'initiative de la France pour le renouvellement du partenariat financier avec les pays du sud en faveur de l'environnement et pour la réforme des instances de Bretton Woods a été souligné. Le Représentant permanent a également modéré un panel portant sur les politiques inclusives commerciales améliorant **l'accès des femmes aux marchés** et sur la présentation de l'ouvrage intitulé "Trade Policy and Gender Equality", édité par Amrita Bahri, Dorotea López et Jan Yves Remy.

Enfin, la France et la Belgique ont coorganisé une session « Comment la numérisation peut rendre le commerce international plus écologique en réduisant l'empreinte environnementale des chaînes d'approvisionnement » sur le rôle de la **digitalisation dans l'optimisation des chaînes de valeur durable**. Plus de 60 personnes ont assisté à ce panel. Les panelistes ont conclu sur l'importance des investissements dans le développement et pour la

diffusion mondiale des technologies, sur la nécessaire mise en place d'un cadre normatif pour régir le monde numérique (commerce électronique, protection des données découlant des échanges, etc.) et sur l'importance d'un cadre commercial multilatéral solide face aux enjeux communs.



M. Pierre Colon, I-Care Group - M. Etienne Oudot de Dainville, France OMC - Mme Cécile Bacrot, CNUCED  
M. Jean-Marie Paugam, OMC - S.E. M. Marc Pectseen de Buytswerve, Belgique ONU et autres OI

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## [Séance d'information sur le moratoire sur les droits de douanes sur les transmissions électroniques organisée par certains Membres le 18 septembre 2023](#)

Une séance d'information relatives aux moratoires pour les droits de douanes sur les transmissions électroniques a eu lieu le 18 septembre 2023 organisée par l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Ces Membres contestent l'objectif de **pérennisation du moratoire** gelant l'imposition de droits de douanes sur les transmissions électroniques, reconduit pour 2 ans en juin

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

2022. Ils se sont interrogés sur l'utilité du moratoire dans le soutien du développement du secteur numérique de leur pays respectifs et ont notamment mis en avant **le besoin de marge de manœuvre politique** (« policy space ») dans le cadre de la croissance du commerce numérique.

## [Programme de Travail sur le commerce électronique le 21 septembre 2023](#)

Dans le cadre de la 8e discussion dédiée de 2023 du Programme de Travail sur le commerce électronique, plusieurs Membres du Sud ont partagé et échangé sur leur expérience en termes d'assistance technique nécessaire afin d'aider les PED et PMA pour **les transferts de technologie liés au commerce électronique**. Les Membres ont appelé à un renforcement de la coopération

internationale et à la nécessité d'un soutien technique et financier.

Les Membres ont fait le constat que les PMA sont confrontés à **des difficultés systémiques** les empêchant de tirer parti des avantages du commerce électronique. Ont été mis en lumière les défis suivants: (i) faiblesses des dispositions institutionnelles, (ii) fracture numérique entre

zones urbaines et rurales, (iii) manque d'infrastructures et de services dans le domaine des TIC.

Le Groupe africain a également présenté une communication sur le rôle des transferts de technologies dans le renforcement de la résilience. Selon eux, le commerce électronique sert à la fois de catalyseur et de bénéficiaire des transferts de technologies. Les transferts

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## Règlement des différends

Réunion de l'Organe de règlement des différends du 19 septembre 2023

La Chine a fait **appel du rapport** rendu dans l'affaire l'opposant aux Etats-Unis au sujet des **contre-mesures qu'elle a prises en réponse aux droits additionnels imposés par l'administration Trump à partir de 2018 sur les importations d'acier et d'aluminium**.

La Chine considère que **ces mesures américaines présentent clairement les caractéristiques de mesures de sauvegarde prises au titre de l'article XIX du GATT 1994 et que ses propres mesures prises en réaction à ces mesures de sauvegarde ne sont pas donc des mesures autonomes, mais des mesures de rééquilibrage prises en application de l'article 8 sur les mesures de sauvegarde**. Elle reproche dès lors au groupe spécial d'avoir considéré que les mesures américaines n'étaient pas des mesures de sauvegarde au seul motif que les Etats-Unis avaient invoqué l'article XXI du GATT de 1994 (exception de sécurité nationale) pour les justifier. La Chine fait valoir que ces conclusions erronées invalident les droits des Membres à prendre des mesures de rééquilibrage dans le cadre de l'accord sur les sauvegardes et ouvrent « *un autre trou noir* » permettant à certains Membres d'adopter des mesures unilatérales et protectionnistes pour se soustraire à leurs obligations OMC. La Chine a conclu en rappelant qu'un autre groupe spécial avait considéré fin 2022 que les droits additionnels américains violaient les accords OMC et ne pouvaient être justifiés au titre de l'exception de sécurité nationale. L'UE est également intervenue pour contester les conclusions du groupe spécial.

Il s'agit du second appel dans le vide formé par la Chine depuis la paralysie de l'Organe d'appel fin 2019 sur un total de 21 appels dans le vide.

Dans les affaires relatives aux **droits de douane imposés illégalement par l'Inde sur certains produits des technologies de l'information et de la communication**, l'UE et l'Inde, d'une part, et Taiwan et l'Inde, d'autre part, ont d'un commun accord demandé à l'ORD d'accorder un

[ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr](mailto:ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr)

## Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale (TESSD) les 19 et 20 septembre 2023

Le premier groupe de travail, qui a porté sur les subventions agricoles et leur impact environnemental, a fait le lien entre les subventions distorsives (soutien à la production et aux intrants) et leur impact néfaste sur

de technologies représenteraient une aide à l'intégration dans les chaînes d'approvisionnements mondiales à forte intensité technologique.

Un autre Membre a mentionné **l'importance de l'infrastructure publique numérique** (« Digital Public Infrastructure ») pour promouvoir l'inclusion digitale et l'innovation au niveau national.

**délai supplémentaire pour l'adoption des rapports** pour leur permettre de continuer à discuter afin de parvenir à une solution mutuellement convenue : l'ORD leur a accordé ce délai supplémentaire qui court jusqu'au 18 décembre 2023. A cette date, si aucune solution n'a été trouvée, les rapports seront adoptés à moins que l'une des parties ne décide de faire appel.

**Les Etats-Unis ont une fois encore vivement critiqué le rapport rendu sur l'exception de sécurité nationale dans l'affaire les ayant opposés à Hong Kong au sujet du marquage d'origine**. Ils ont de nouveau évoqué l'érosion de la démocratie et la violation des droits de l'homme à Hong Kong. Cette dégradation de la situation à Hong Kong confirmait une fois de plus les motifs pour lesquels les Etats-Unis avaient invoqué l'exception de sécurité nationale dans l'affaire en cause, estimant à bon droit se trouver dans un cas de grave tension internationale, et ce bien que toutes les relations n'aient pas été rompues avec Hong Kong, contrairement à l'interprétation retenue par le groupe spécial.

Afin d'empêcher une nouvelle érosion de l'OMC, **les Membres devaient « clarifier et adopter une compréhension commune de l'exception de sécurité nationale, qui est un élément essentiel du système commercial international et permet aux Membres de prendre des engagements commerciaux les uns envers les autres »**.

Hong Kong, soutenu par la Chine et la Russie, a reproché aux Etats-Unis de porter une nouvelle fois cette affaire devant l'ORD alors que ces derniers avaient fait appel contre le rapport rendu fin 2022. Hong Kong a conclu en faisant valoir que l'ORD n'était pas le cadre approprié pour examiner les affaires intérieures d'un Membre.

Enfin, les Etats-Unis se sont opposés à la 1<sup>ère</sup> demande de groupe spécial présentée par l'Argentine au sujet des droits imposés sur les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine.

**l'environnement, notamment au travers des travaux de l'OCDE**. Pour rappel, les subventions agricoles à impact environnemental sont notifiées par les membres au moyen de la boîte verte dans la catégorie des mesures des

« versements au titre de la protection de l'environnement ». D'autres mesures environnementales sont toutefois recensées dans d'autres séries de données qui peuvent difficilement être désagrégées. Si certains pays ont plaidé pour des études autour des subventions doublement vertes et la fin des subventions distortives, d'autres ont plaidé pour la prise en compte des contextes nationaux et des enjeux de sécurité alimentaire, qui pouvaient justifier ce type de soutien.

Dans le cadre du groupe de travail **sur les biens et services verts**, l'Union européenne a plaidé pour des travaux autour de **la lutte contre les barrières non tarifaires, la transparence** (accès à l'information pour les entreprises),

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Sous-comité des PMA le 20 septembre 2023

Pour rappel, le Conseil général de l'OMC qui s'était réuni en juillet avait demandé aux membres d'engager des travaux sur **l'annexe 2 de la proposition du groupe des PMA relative à la transition sans heurt de la sortie des PMA** et d'en rendre compte au Conseil de novembre. **L'annexe 2 comprend 17 dispositions** qui portent sur des extensions de périodes d'exceptions accordées aux PMA pour les pays qui sortent de cette catégorie. La séance du 20 septembre a permis d'engager ces discussions et plusieurs autres séances devraient être organisées en octobre afin d'approfondir les débats.

Malgré la très forte volonté des PMA, représentée par l'Ambassadrice de Djibouti, Kadra Ahmed HASSAN, il a

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Dialogue sur les plastiques le 21 septembre 2023

**La séance préplénière du 21 septembre a permis de passer en revue le projet de déclaration ministérielle et ses annexes et de faire le lien avec le projet zéro pour un instrument international légalement contraignant pour lutter contre la pollution plastique.** Le projet de déclaration ministérielle propose les axes d'action en matière de : i) transparence ; ii) accompagnement des PED ; iii) collaboration en vue de réduire les plastiques inutiles ou nocifs et faire face aux fuites de plastiques ; iv) commerce de produits de substitution non plastiques et produits de remplacement en plastiques durables et systèmes de réutilisation, réparation et remplissage ; v) commerce de biens, services et technologies pour assurer la gestion des déchets ; vi) coopération pour le contrôle de la circulation transfrontière de la pollution plastique. Pour rappel également un projet zéro pour un instrument international contraignant pour lutter contre la pollution plastique est circularisé depuis le 4 septembre, mais n'a pas encore fait l'objet de négociations au sein de la Commission de négociation intergouvernementale (CNI). A noter qu'un chapitre consacré au commerce de

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

**les bonnes pratiques réglementaires et la simplification des procédures.**

**En matière de mesures climatiques, un des débats a porté sur [le rapport du Tess Forum sur les principes qui doivent guider les mesures climatiques liées au commerce](#).** Pour rappel, le rapport a été lancé lors du Forum public de l'OMC et rédigé par un groupe d'experts en droit international. Les principes établis portent sur la souveraineté, la prévention, la coopération, la non-discrimination, l'équité et la responsabilité commune mais différenciée (CBDR), la transparence.

**semblé difficile aux pays développés d'aboutir dans les délais impartis.**

En séance, l'UE a toutefois proposé que soient traités **prioritairement les questions d'accès au marché**, susceptibles de faire le lien entre l'annexe 1 et 2 de la proposition.

S'agissant de l'annexe 1, qui n'était pas à l'ordre du jour, des discussions ont lieu au niveau ambassadeur afin de trouver un libellé qui puisse s'articuler avec celui des accords préférentiels.

produits chimiques, polymères et déchets plastiques a été intégré et prévoit des interdictions d'exportations de certains produits chimiques, polymères et déchets.

**Dans leur ensemble, les membres du dialogue ont accueilli favorablement le projet de déclaration et demandé à ce que le projet soit bien en parfaite concordance avec le processus du traité sur un instrument contraignant.** Si certains pays demandent davantage de données scientifiques sur les effets des plastiques sur la santé humaine ou demandent à ce que les bienfaits des plastiques dans nos sociétés soient également mentionnés dans le projet de déclaration, la plupart des membres et parties prenantes ont été satisfaits de cette première version tout en appelant à la prudence sur les listes des substituts et alternatifs dont l'établissement ne relevait pas des compétences de l'OMC. Les membres ont demandé de veiller à ce que le document soit bien en parfaite concordance avec le processus évolutif du traité sur un instrument contraignant.

## Examen de politique commerciale de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) les 20 et 22 septembre 2023

17 membres se sont exprimés en séance lors de l'Examen de politique commerciale de la CEMAC qui regroupe le **Cameroun, la République du Congo, le Gabon, la République centrafricaine, et le Tchad**. Le sixième pays, la Guinée équatoriale, a introduit sa demande d'accession à l'OMC en 2007.

Les membres ont soutenu les pays de la CEMAC pour les efforts conduits depuis leur dernier Examen en 2013 et **encouragé le processus d'intégration de la CEMAC mais également de la ZLECAF** (Zone de libre-échange continentale africaine). Concernant l'intégration régionale, ils ont relevé les progrès accomplis pour **la circulation des biens, l'amélioration des règles d'origine communautaires et la mise en place d'organes de contrôle**. Les pays ont tous mis en place **un guichet unique** pour faciliter les échanges.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Groupe informel sur le commerce et le genre le 22 septembre 2023

**Les co-présidents du Groupe (Salvador, Royaume-Uni et Cap vert) ont fait état des événements passés et à venir dans l'enceinte OMC en lien avec la question du genre.**

Ainsi, lors du **Forum public**, il a été rappelé que 4 sessions dédiées au genre avaient été organisées par l'unité genre de l'OMC : « les principaux enseignements du Congrès mondial du commerce sur le genre » ; « les réussites de femmes exportatrices » ; « accélérer l'agriculture durable et l'égalité des sexes par l'innovation » ; « Durabilité sociale : un pilier essentiel de l'économie verte ». Les coprésidents ont également mentionné **la conférence du 28 septembre qui réunissait les trois initiatives sur le TESSD, le genre et les MPME, en présence de la directrice générale de l'OMC, pour faire le lien entre durabilité et inclusivité.**

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Comité sur l'agriculture les 27 et 28 septembre 2023

Le Comité sur l'agriculture se réunit quatre fois par an. Il est chargé d'examiner toutes les questions en lien avec la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture de 1995.

La notification de l'UE décrivant la **nouvelle PAC 2023-2027** a donné lieu à 10 questions, portant sur l'éco-régime, les paiements couplés, le paiement de base, le paiement redistributif, le soutien aux jeunes agriculteurs, les investissements pour l'irrigation. L'UE a fourni des réponses détaillées.

Les **restrictions indiennes sur les exportations de riz**, intervenues en juillet de 2023, ont suscité des préoccupations de la part de plusieurs membres.

La **notification des Etats-Unis relative aux soutiens directs pour 2021/22** a donné lieu à 15 questions. Les membres se félicitent que les soutiens distorsifs ont diminué en

Lors de l'Examen, les membres ont particulièrement mis en avant le leadership de l'Ambassadeur du **Cameroun**, Eheth SALOMON, coordinateur du groupe africain à l'OMC, et dont **le pays accueillera la 14<sup>ème</sup> Conférence ministérielle**. Certains ont relevé les progrès qu'il restait encore à accomplir dans le domaine agricole pour assurer la sécurité alimentaire des populations et dans le domaine manufacturier et des services **pour sortir de l'ère du pétrole et du bois**.

L'Union européenne a largement soutenu les pays de la CEMAC et invité ses membres **à ratifier l'accord de libre - échange UE-CEMAC** (seul le Cameroun l'a ratifié à ce stade).

**Des membres ont présenté leur politique extérieure féministe**. Le Chili en premier lieu a présenté sa politique en la matière qui : i) reconnaît que les écarts de traitement entre les hommes et les femmes sont un obstacle au développement durable du pays ; ii) promeut l'intégration des chapitres sur le genre dans les accords commerciaux ; iii) valorise l'encrage de discussions pour les femmes et sur les femmes au sein de la communauté du commerce international ; iv) vise la collaboration sur la thématique du genre dans la sphère commerciale ; v) fixe une feuille de route pour l'autonomisation des femmes dans le cadre de l'Alliance pour le Pacifique ; vi) vise à augmenter le nombre de femmes entrepreneurs. Le Pérou est en train d'élaborer également sa politique féministe extérieure et commerciale.

2021/22, tout en cherchant à mieux comprendre les données. Le classement de certains paiements suscite des interrogations.

Un point fut consacré à la **lettre sur le règlement déforestation que 17 ambassadeurs ont adressée aux instances européennes le 7/9/2023**. L'ambassadeur brésilien a informé le comité de ce courrier qui alerte sur les possibles conséquences négatives pour les petits producteurs et le développement. Dix signataires de la lettre sont également intervenus. **L'UE a défendu avec vigueur sa politique de lutte contre la déforestation.**

A la demande des pays africains et de Cairns, un point agriculture et environnement a été ajouté. Ces pays ont exprimé leurs préoccupations au regard du **recours croissant aux mesures unilatérales environnementales** et de leurs possibles conséquences sur le commerce global.

Prochaines réunions : les 27, 28 et 29 novembre.

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

## ACTIVITÉS DE LA FRANCE A L'OMC

### Déplacement des stagiaires FIMIP à Paris - les 27, 28 et 29 septembre 2023

Dans le cadre du **programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP)** qui permet d'accueillir plus d'une **vingtaine de stagiaires issus des pays en développement (PED) et en particulier des PMA (pays les moins avancés)** pendant 10 mois à Genève, pour suivre les comités de l'OMC pour le compte de leur mission, ou participer à des cours de politique commerciale, les stagiaires ont pu se déplacer à Paris, au ministère de l'économie, des finances, de la souveraineté industrielle et numérique du 27 au 29 septembre.

**Afin d'échanger avec des experts de la politique commerciale du ministère, et de mieux connaître la position de la France et de l'Union européenne à l'OMC** et dans les négociations internationales, ils ont été accueillis par la sous-directrice Sabine Lemoine de Forges, en charge de la politique commerciale, l'investissement et la lutte

contre la criminalité financière à la DG Trésor et ont pu échanger avec des experts en charge de l'environnement, l'investissement, l'aide pour le commerce et le développement, l'OMC, l'agriculture, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les indications géographiques.

Ils ont par ailleurs eu une présentation du Secrétariat général des affaires européennes du rôle du travail interministériel, de l'Agence française de développement et d'une fédération professionnelle française qui leur a fait part des problématiques d'accès au marché.

Un beau programme plébiscité tant par les stagiaires que par les différents intervenants qui ont été enthousiastes des interactions créées avec le groupe et qui ont pu mieux cerner les enjeux et problématiques des pays du sud.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)



*Les Stagiaires FIMIP à Bercy - Direction générale du Trésor*

## VIE DE LA DÉLÉGATION

**Départ:** **Pierre-Louis GUILLOU** a rejoint depuis le 1<sup>er</sup> septembre le service Multicom de la DG Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique dès le 1<sup>er</sup> septembre. Toujours en lien avec les sujets OMC, nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles fonctions.

**Arrivée:** cette délégation a accueilli le 11 septembre une nouvelle stagiaire. Il s'agit de **Clara SCHOEPP**, diplômée d'un Master II en Droit de Coopération économique et des Affaires internationales de l'Université de Bordeaux VI et de Toulouse I.

## CALENDRIER DE L'OMC

### Mois d'octobre 2023 - Réunions connues à ce jour

02

Comité des engagements spécifiques

Réunion informelle conjointe du Comité des pratiques antidumping, du Comité des sauvegardes et du Comité des subventions et des mesures compensatoires

Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée  
Comité de l'accès aux marchés - Consultations informelles ouvertes  
Comité du commerce des services financiers  
Réunion informelle - Comité du budget, des finances et de l'administration - Séance technique

### **03**

Comité du commerce et du développement - aide pour le commerce Consultation informelle en petit groupe  
Comité de la facilitation des échanges  
Conseil du commerce des services  
Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée  
Réunion informelle - Comité des obstacles techniques au commerce – Groupe de travail sur la transparence

### **04**

Comité de la facilitation des échanges  
Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles (subventions aux pêcheries)  
Session thématique sur les mesures SPS et OTC, organisée par le facilitateur de l'Accord du G90 - Propositions spécifiques concernant les Accords SPS et OTC  
Commerce des services - Séance de partage d'expériences sur la COVID-19 et le commerce des services - Services de santé  
Dialogues commerciaux : un regard approfondi sur le Rapport sur le commerce mondial 2023

### **05**

Comité de la facilitation des échanges  
Atelier du CTS sur l'amélioration des données sur les exportations de services des PMA  
Groupe de travail de l'accession de l'union des Comores  
Sous-comité des pays les moins avancés  
Experience-sharing on preferential rules of origin

### **06**

Réunion informelle ouverte - Comité du commerce et de l'environnement  
Réunion informelle - Conseil du commerce des services - Session extraordinaire ouverte à toutes les délégations  
Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles (subventions aux pêcheries)

### **09**

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche) - Chefs de délégation -  
Séance d'ouverture de la Semaine de la pêche  
Réunion ouverte à tous les Membres - Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce  
Comité informel du commerce et du développement - Session sur l'Aide pour le commerce  
Groupe de travail informel sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

### **10**

Réunion informelle des Chefs de délégation

### **11**

Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles (subventions aux pêcheries)  
Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste  
Mesures de facilitation des échanges relatives aux règles d'origine

### **12**

Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles  
Comité des règles d'origine  
Réunion informelle - Comité du budget, des finances et de l'administration - Séance technique  
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce

### **13**

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche) - Chefs de délégation -  
Séance de clôture de la Semaine de la pêche  
Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie  
Discussions structurées sur la facilitation de l'investissement pour le développement (Initiative Conjointe)

### **14**

Priorités en matière de politique commerciale pour les PMA

### **16**

Comité de l'accès aux marchés  
Réunion informelle du Sous-Comité des pays les moins avancés

**17**

Comité du budget, des finances et de l'administration  
Comité de l'accès aux marchés

**19**

Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée  
Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information  
Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur les petites économies

**20**

Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat  
Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée

**23 24**

Réunion des hauts fonctionnaires au niveau des Vice-Ministres

**25**

Comité des sauvegardes  
Organe d'examen des politiques commerciales - Union douanière d'Afrique australe

**26**

Comité des mesures antidumping  
Organe de règlement des différends

**27**

Comité des subventions et des mesures compensatoires - Réunion extraordinaire (suivie d'une réunion ordinaire du Comité)  
Organe d'examen des politiques commerciales - Union douanière d'Afrique australe  
Comité des subventions et des mesures compensatoires - Réunion ordinaire — La réunion commence le matin  
Comité du commerce et du développement - Session extraordinaire

**30**

Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

**31**

Comité des licences d'importation  
Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Rédacteur en chef et responsable de la publication : Etienne OUDOT DE DAINVILLE  
Réalisation et diffusion : Laurence JACQUES  
Parution le 23/10/2023

Délégation permanente de la France auprès de l'OMC  
58 rue de Moillebeau - 1209 Genève - Suisse  
Courriel : [geneve@dgtresor.gouv.fr](mailto:geneve@dgtresor.gouv.fr)

**Ministère de l'Economie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique**  
Retrouvez tous nos numéros sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Rp-Dp/81>